



Paris, le mardi 7 avril 2015

Madame Corinne BORD
Vice Présidente en charge du personnel
Conseil régional d'Île-de-France
75007 PARIS

Objet : dépôt d'un préavis de grève pour le 9 avril 2015

Madame la Vice Présidente,

Vous trouverez, ci-joint, le dépôt de préavis de grève national soumis par notre fédération pour défendre la qualité de l'emploi public et du pouvoir d'achat des agents de la Fonction publique titulaires et contractuels.

Nous vous confirmons que nous participerons à cette grève dont les revendications ont un écho au niveau local.

En ce qui concerne l'emploi public nous avons attiré votre attention sur diverses situations très préoccupantes d'agents, notamment ceux pour lesquels la collectivité ne répond pas à son engagement du maintien au travail et ceux placés abusivement dans une situation précaire, mais également ceux confrontés à une privatisation progressive du service public de restauration. Nous vous demandons de faire cesser ces pratiques dégradant l'emploi public en mettant rapidement en place une procédure efficace assurant la santé au travail, révisant l'abus du recours aux précaires, mais également en dénonçant les délégations du service public de restauration faites par les équipes de direction des lycées franciliens ; plus encore, il nous paraît impératif de rendre aux cuisiniers fonctionnaires la restauration des sites du siège de la collectivité.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat, afin de rendre plus transparent l'effort financier de la collectivité à l'égard des agents des lycées, nous vous demandons de réformer l'édition des bulletins de paie pour y faire apparaître le détail des primes. C'est alors que nous pourrions discuter efficacement d'une rémunération des agents de lycées toujours en deçà de leurs homologues au siège et examiner le montant des différentes primes. Plus encore, nous vous demandons de mettre un terme à la pratique régionale visant à placer en demi-traitement les agents dans l'attente d'un reclassement alors que fonctionnaires sont les victimes innocentes d'une collectivité qui n'a pas pris à bras le corps le problème de l'inaptitude et du reclassement.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Madame la Vice Présidente, en l'expression de notre respectueuse considération.

Marie Joséphe NESTOR
Vice-Présidente du syndicat
FA-FPT / SYNPER IDF
Elue titulaire au Comité Technique
de la Région Île-de-France

Vincent CALLIES,
Président du syndicat
FA-FPT / SYNPER IDF
Elu titulaire au Comité Technique
de la Région Île-de-France